

L'HÉGÉMONIE ETATS-UNIENNE A L'EPREUVE DU NÉO-BOLIVARISME VÉNÉZUÉLIEN (1)

PAR

ERIC DUBESSET (*)

«Je n'attaque pas le président Bush. Simplement, je contre-attaque. Bush a attaqué le monde et pas seulement avec des paroles. Avec des bombes! Quand je prononce ces mots, je crois que je parle pour beaucoup de gens. Eux aussi croient le moment venu de stopper la menace de l'Empire US, qui utilise les Nations Unies pour justifier ses agressions contre la moitié de la planète.»

Hugo Chávez FRÍAS

Depuis leur affirmation géopolitique et économique au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Etats-Unis d'Amérique n'ont eu de cesse de peser de toute leur puissance sur une Amérique latine et une Caraïbe profondément fragilisées par le poids de leurs ruptures naturelles et par les meurtrissures d'une ethnogenèse menée sur fond d'antagonismes coloniaux. Loin d'avoir atténué cet écrasant interventionnisme, la fin du XX^e siècle a consacré leur présence hégémonique dans le sous-continent, provoquant, à l'orée du nouveau millénaire, une vague générale de contestations, dont le néo-bolivarisme promu par Hugo Chávez Frías constitue certainement la forme protestataire la plus spectaculaire. Pour tenter de saisir la portée et les enjeux de ce déferlement d'initiatives réactives ou pro-actives observables dans plusieurs Etats de la région, la présente étude portera un premier éclairage sur les formes anciennes et nouvelles d'expression de l'emprise états-unienne sur ce vaste réservoir énergétique. Dans un second temps, elle s'attachera à examiner les principaux soubassements théoriques et idéologiques du projet de découplage vénézuélien ainsi que ses axes stratégiques majeurs.

(1) Ce texte est issu d'une communication au colloque «Théories des relations internationales et hégémonie culturelle», organisé par le Centre d'analyse politique comparée, de géostratégie et de relations internationales (CAPCGRI, France) et l'Action concertée incitative (ACI) du ministère français de la Recherche, Bordeaux, 25-26 oct. 2006.

(*) Maître de conférences de l'Université Montesquieu (Bordeaux IV, France), chercheur au Centre d'analyse politique comparée, de géostratégie et de relations internationales (CAPCGRI, France) et chercheur associé au Centre de recherche sur la Caraïbe hispanique (CARHISP, France).

L'AMÉRIQUE LATINE ET LA CARAÏBE
DANS L'OMBRE DE L'HÉGÉMONIE ÉTATS-UNIENNE

Depuis l'irruption des premiers colons à la fin du XV^e siècle, l'Amérique latine et la Caraïbe n'ont cessé de graviter dans l'orbite géopolitique d'acteurs extra-régionaux. Après trois siècles d'influences européennes, la région a été soumise, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, à la domination protéiforme de l'hégémonie états-unienne, dont le processus de construction, saisi dans une perspective diachronique, est marqué par trois phases principales : la montée en puissance, le *leadership*, puis le glissement vers l'unilatéralisme militaire et commercial.

De l'influence coloniale européenne à la montée en puissance des États-Unis

L'intérêt stratégique et économique (or, argent, tabac, sucre, *etc.*) des territoires, d'abord insulaires puis continentaux, découverts dès 1492, a attisé précocement la convoitise des grandes métropoles européennes. Dans la mouvance des hégémonies ibériques, la France, la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas se sont ensuite affrontés, pendant plus de trois siècles, pour s'approprier les ressources naturelles dont le sol et le sous-sol leur semblaient regorger (2). Dans l'archipel antillais, ces foisonnantes rivalités, d'abord anglo-franco-hollandaises puis franco-anglaises, ont participé à l'intense modelage allogène de cet espace imaginé d'emblée comme un opulent *Eldorado*. Hormis la Barbade, qui a pu conserver durablement le même colonisateur britannique, les îles ont changé de tutelle à plusieurs reprises, passant rapidement d'une domination à l'autre (3). Les nombreux regroupements communautaires illustrent cette incessante recomposition spatiale. Les premières tentatives remontent au XVII^e siècle, lorsque la Grande-Bretagne et la France ont décidé de regrouper leurs possessions en fondant respectivement, dès 1674, la Fédération des Îles-sous-le-Vent (Leeward Islands) et celle des «Îles de l'Amérique française». Jusqu'à l'accès à l'indépendance des États – dont la voie a été ouverte par Haïti en 1804 –, les contours de ces entités concurrentielles ont été inlassablement remaniés au gré des métropoles tutélaires ainsi qu'aux rythmes des conflits, des retournements d'alliances et des nouvelles expériences fédératrices menées par les Hollandais, puis à nouveaux par les Britanniques (4).

Contre toute attente, la fin de l'exclusif colonial a signé le commencement d'une nouvelle phase de domination. La fragilité politique et économique

(2) Les attaques étaient l'œuvre d'initiatives individuelles (pirates) ou d'États dont l'intervention était tantôt directe, tantôt en sous-main par l'entremise de corsaires.

(3) Jean-Pierre SAINTON, *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)*, tome 1^{er} «Le temps des genèses des origines à 1685», Maisonneuve & Larose, 2004.

(4) Eric DUBESSET, «L'Europe et le processus d'intégration de l'archipel caraïbe (XVII-XX^e)», in Ch. LERAT (dir.), *Le Monde caraïbe, échanges transatlantiques et horizons post-coloniaux*, MSHA, Pessac, 2003.

des Etats latino-américains fraîchement indépendants a facilité la pénétration massive d'entreprises anglo-saxonnes. D'abord britanniques, puis majoritairement nord-américaines, les compagnies étrangères, telle l'*United Fruit Company*, ont afflué dans la région, parvenant rapidement à s'imposer comme de puissants acteurs politiques capables d'infléchir les décisions des gouvernements locaux. Leur pénétration et leur mainmise territoriales ont été considérablement renforcées, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, avec la montée en puissance, au plan interne et international, de la jeune république nord-américaine. L'absorption de la moitié de la superficie du Mexique, en 1848, de même que la reconnaissance d'un aventurier du Tennessee, William Walker (5), à la magistrature suprême du Nicaragua en 1855 ont préfiguré la future politique expansionniste du nouvel hégémon, dont le célèbre texte prononcé par le président James Monroe devant le Congrès en décembre 1823 (6) allait servir de soubassement doctrinal. Cependant, c'est l'entrée en guerre des Etats-Unis, en 1898, contre l'Espagne, qui a marqué l'authentique point de départ d'une longue série d'interventions (7). Sous couvert d'une aide apportée aux patriotes cubains en lutte, depuis 1895, sous la bannière de José Marti et d'Antonio Maceo, contre le joug colonial, l'envoi tactique du cuirassé *Maine* et de troupes militaires ont permis à l'administration washingtonienne de s'emparer des deux dernières possessions espagnoles d'Amérique, Cuba et Porto Rico, perçues par les stratèges navals les plus influents de l'époque comme de véritables clefs permettant de verrouiller le passage des navires de commerce ou de guerre dans la mer des Caraïbes.

C'est incontestablement ce changement de tutelles qui a sonné le glas de l'ère du *mare nostrum* hispanique et a ouvert l'ère de la domination politique et économique états-unienne dans l'hémisphère méridional. Sur la base des thèses navales de contrôle des mers de l'amiral Alfred Thayer Mahan (8) et de la politique extérieure (*big stick policy*) du président républicain Théodore Roosevelt instaurée en 1904, les *Marine's* ont été maintes fois déployés dans la région pour y asseoir un ordre états-unien. Après les premières opérations lancées dans la province sécessionniste du nord de la Colombie, conduisant le nouvel Etat panaméen indépendant en 1903 à la cession de la zone du futur canal, annexions, occupations et ingérences musclées se sont multipliées dans l'ensemble du sous-continent pour réprimer toute tentative d'opposition nationaliste ou sociale. Le Mexique, Cuba, le Nicaragua, Haïti et la République dominicaine ont tôt fait l'expérience de cette politique

(5) Alain MUSSET (dir.), *Géopolitiques des Amériques*, Nathan, Paris, 2007, p. 39.

(6) «*Nous ne voulons pas nous immiscer dans les querelles des puissances européennes, la neutralité nous paraît un devoir. En revanche, elles ne doivent pas intervenir aux dépens de colonies qui ont proclamé leur indépendance. Aux Européens le vieux continent, aux Américains le nouveau*» : James MONROE, *Déclaration au Congrès*, 2 déc. 1823.

(7) Luis Maira AGUIRRE, «*Les relations avec les Etats-Unis*», *Agir*, oct. 2003, p. 28.

(8) Alfred Thayer MAHAN, *The Influence of Sea Power upon History*, 1900.

coercitive (Corollaire Roosevelt), qui préfigurait l'affirmation économique des Etats-Unis dans la «frontière impériale», désormais considérée comme leur arrière-cour. Grâce à une politique d'investissements massifs que le président Taft a définie en 1909 comme la «diplomatie du dollar», le gouvernement et les milieux d'affaires y ont aussitôt déployé une politique de contrôle direct, qui s'est traduite, pendant la première moitié du XX^e siècle, par une forte mainmise sur tous les secteurs de l'économie (industrie, banque, transport, *etc.*).

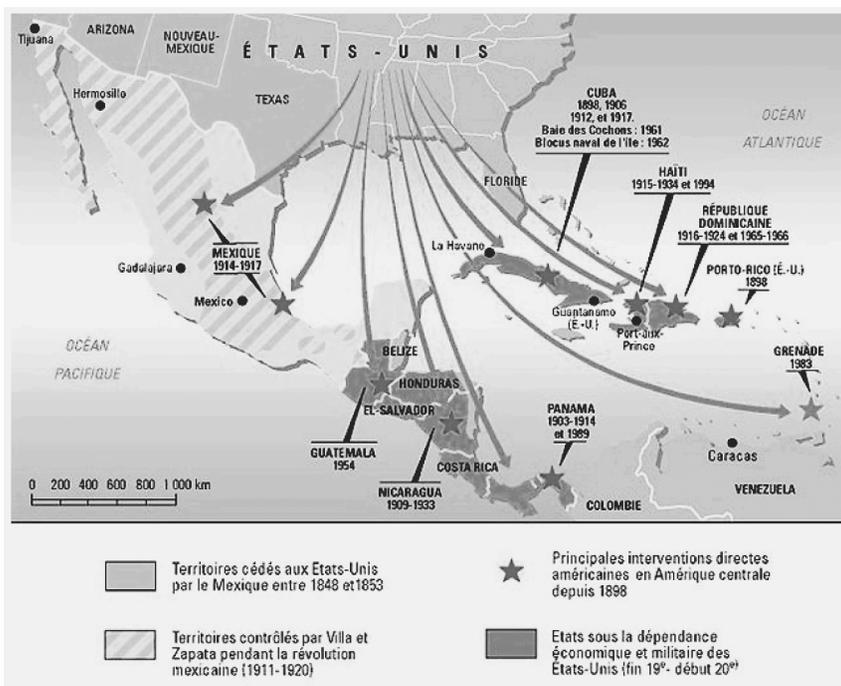
Du leadership à l'unilatéralisme états-unien

Avec la bipolarisation du système international qui s'est manifestée à travers le développement de la Guerre froide, les relations interaméricaines sont entrées dans une nouvelle phase, basée, en somme, sur une subordination, plus ou moins consentie, des pays de l'hémisphère Sud aux directives politiques décidées au Nord. En s'engageant dans une politique systématique d'endiguement du communisme, les Etats-Unis ont cherché à rassembler autour d'eux, dans un système d'alliances, le plus grand nombre possible d'Etats. Déjà amorcés en 1933 par la «politique de bon voisinage» proclamée par le président Franklin Delano Roosevelt, la suspension des coups de force et le retrait des militaires de l'*Us Army* se sont alors combinés, à partir de 1947, à la conclusion d'accords de coopération destinés à rallier les Etats méridionaux dans le camp occidental.

Pour conjurer tout risque de contagion idéologique, la Maison-Blanche a alors mis en œuvre la doctrine d'endiguement chère à Truman, *via* la structuration stratégique et politique du continent. Véritable pierre angulaire de la politique sécuritaire de Washington, cette doctrine a favorisé l'affirmation du *leadership* des Etats-Unis dans le sous-continent. L'acceptation des responsabilités globales relevant de leur rang de *leader* s'est traduite dans les faits, par la création d'organisations continentales. En 1947, le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) a institué, entre pays signataires, le principe d'une solidarité collective que la Charte de Bogota a renforcé l'année suivante, en donnant naissance à l'Organisation des Etats américains (OEA), conçue comme l'outil par excellence de la lutte anticommuniste. Des institutions ont été érigées simultanément, au niveau national, au nom de la stratégie d'endiguement. Tel est le cas notamment du Conseil national de sécurité (NCS), de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et de l'*US Information Agency*, créés dès 1947 pour contrecarrer les ambitions de l'URSS dans la région. Au lendemain du triomphe de la révolution castriste, ce dispositif a été ensuite complété par la concession de prêts bancaires. Dans le cadre de la «théorie des dominos» défendue par Eisenhower, le président Kennedy a instauré, en 1961, l'«Alliance pour le progrès» destinée à lutter contre le risque de contagion révolutionnaire par une aide au développement économique, social et culturel de l'Amérique latine. La mise

en œuvre de cette politique du *containment* n'a cependant pas empêché l'URSS de prendre pied dans l'hémisphère, d'où un regain de l'interventionnisme nord-américain *via* la CIA (9) et la formation de militaires latino-américains au sein de l'École des Amériques (*US Army School of the Americas*), de sorte que l'Amérique latine est devenue un violent terrain d'affrontement entre les deux blocs.

FIGURE 1
Ingérences états-uniennes



Source : Philippe REKACEWICZ, sur le site Internet du *Monde diplomatique*, www.monde-diplomatique.fr/cartes/amcentetatsunis.

Les années 1990 ont consacré une nouvelle ère géopolitique (10) pour les relations interaméricaines. Depuis le déclin de l'ordre bipolaire et la chute du camp soviétique, les liens de coopération de l'hyperpuissance (11) avec ses voisins méridionaux ont subi un changement radical, accusant un net

(9) La CIA a été accusée d'avoir soutenu le renversement de plusieurs gouvernements latino-américains jugés malveillants et défavorables aux intérêts de Washington.

(10) «Amérique latine. Une ère nouvelle», *Revue de l'Institut international de géopolitique*, n° 96, déc. 2006-janv. 2007.

(11) Terme créé par Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères de 1997 à 2002, pour désigner le niveau de puissance (*soft* et *hard powers*) atteint par les Etats-Unis au sortir de la Guerre froide. Selon Z. Brzezinski, jamais une nation n'avait combiné une telle puissance dans les domaines technologique, militaire, économique et culturel : Z. BRZEZINSKI, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris, 1997.

relâchement. La révision, à la baisse, du montant des investissements et de l'aide au développement (12), ainsi que la remise en cause des traitements préférentiels dont ont longtemps bénéficié certains Etats du Sud (13) à dessein d'endiguer la progression du communisme ont été autant de signes clairs d'une réorientation des priorités de la Maison-Blanche vers des zones autrement plus stratégiques, tels que le Proche et le Moyen-Orient (14). Selon Pablo Bachelet, ce redéploiement a causé une réduction moyenne de 23 % de l'assistance financière pour vingt-six pays latino-américains, de sorte que le sous-continent dans son ensemble totalise moins de la moitié de l'aide que reçoit par exemple Israël seul (15)!

Le nouvel agenda sécuritaire états-unien post-11 septembre a confirmé le délitement de ces liens, ainsi que la priorité accordée désormais à la lutte contre le terrorisme. Depuis l'effondrement du *World Trade Center* en 2001, l'effort de dialogue politique de l'administration Bush avec les pays de l'hémisphère Sud s'est considérablement amoindri à la faveur d'une répression accrue contre tous phénomènes pouvant nuire à sa sécurité interne. L'usage généralisé d'une définition «élastique» des menaces non traditionnelles, depuis les gangs centraméricains, le crime organisé et l'immigration clandestine jusqu'au narcotrafic ou le blanchiment d'argent *via* les catastrophes naturelles et les mouvements insurrectionnels, ont permis au Pentagone de légitimer ses nombreuses opérations militaires dans ce qu'il considère être son glacis sécuritaire (16). Depuis les attentats new-yorkais, le montant de l'assistance militaire alloué par Washington pour son soutien à la formation de forces armées latino-américaines et pour la création d'une mission antiterroriste de défense du Commando Nord (*Northcom*) (17) s'ajoutant à celles du Commando Sud (*Southcom*) (18) s'est considérablement accru. Le renforcement du Plan Colombia (19) et le remplacement du

(12) L'aide états-unienne favorise les programmes de coopération pour la promotion de la sécurité au détriment des programmes de développement socio-économique.

(13) Tel était notamment le cas des pays de la Caraïbe anglophone.

(14) Le Golfe fournit aux Etats-Unis 23,8 % de leurs importations de pétrole.

(15) Pablo BACHELET, «The Bush team says assistance to Latin America doubled. Critics say it didn't», *The Miami Herald*, 5 avr. 2007, p. 1, cité par Vincent DOIRE, «Bilan de la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine sous George W. Bush», *Centre d'études interaméricaines*, sept. 2007, p. 6.

(16) Le 14 avril 2006, une impressionnante armada états-unienne baptisée «Partnership of the Americas» a fait son entrée dans la mer des Caraïbes à l'insu de certains gouvernements. Composée du porte-avions atomique *G. Washington*, du croiseur *Monterrey*, du destroyer *US Stout* et de la frégate lance-missiles *Underwood*, elle transportait 70 avions de combat, des avions-radars et hélicoptères, de même que 6 500 *Marine's*.

(17) La cartographie de la présence militaire états-unienne en Amérique latine et dans la Caraïbe est difficile à établir du fait de l'existence d'un grand nombre de soldats appartenant aux corps privés (mercenaires). Seules les bases militaires de Manta en Equateur, Tres Esquinas et Laeticia en Colombie, Iquitos au Pérou, Rainha Beatrix à Aruba, Hato à Curaçao, Soto Cano au Honduras, Vieques à Porto Rico et Guantanamo à Cuba sont clairement cartographiées. De nouvelles bases ont été récemment installées au Paraguay, d'autres sont en cours de négociation au Salvador, en Argentine et au Brésil.

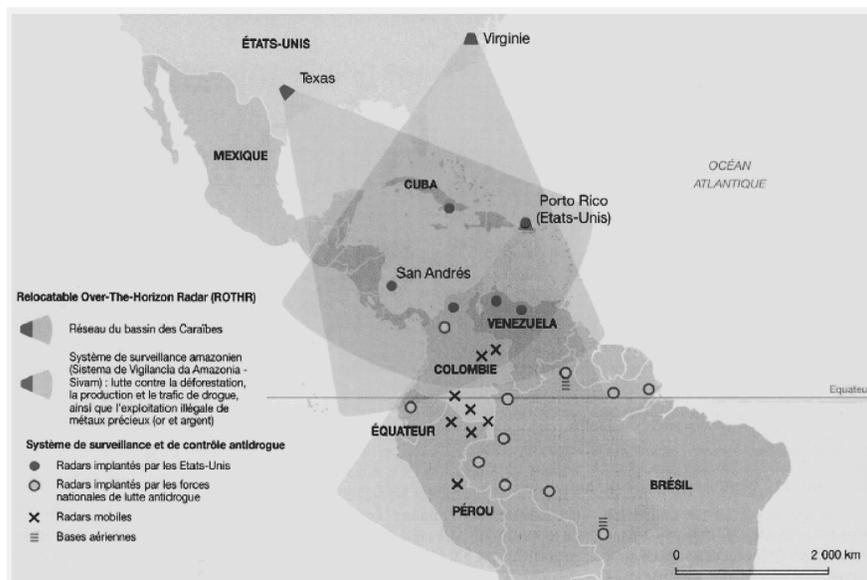
(18) Depuis la restitution du Canal de Panama en 1999, la présence militaire états-unienne s'est recomposée. Les troupes militaires anciennement basées dans la zone du canal ont été repositionnées vers la Colombie, Trinidad et Tobago, ainsi que vers les îles néerlandophones au large du Venezuela.

(19) Cf. l'article de Yenisey Rodríguez CABRERA, «Análisis geopolítico y geoeconómico del Plan Colombia», *Cuadernos latinoamericanos*, 2002, pp. 81-151.

système de contrôle *Caribbean Basin Radar Network* (CBRN) par la nouvelle technologie baptisée *Relocatable Over The Horizon Radar* (ROTHR) sont autant d'autres signes forts du regain d'intérêt sécuritaire de la Maison-Blanche dans sa frontière Sud (20), laissant craindre le passage du *leadership* à une hégémonie répressive et unilatéraliste (21).

FIGURE 2

Une région sous haute surveillance



Sources : Federation of American Scientists (FAS); *Transnational Institute Briefing Series*, 2003, cité par Alain GRESH *et al.* (dir.), *Le Monde diplomatique*, hors série «L'Atlas», 2005, p. 152.

Le champ commercial témoigne, au demeurant, de cette propension grandissante des Etats-Unis à agir de façon unilatérale. Dans un contexte mondial de tarissement des ressources énergétiques et de raréfaction/dégradation des ressources hydriques, leurs besoins grandissants en matière de pétrole, de gaz et d'eau potable les incitent à contrôler l'accès exclusif aux richesses naturel-

(20) Eric DUBESSET, «Du Consensus à la confusion de Washington. Les résistances hispano-caribéennes au *modus operandi* de l'hyperpuissance», in Lionel DAVIDAS/Christian LERAT (dir.), *Quels modèles pour la Caraïbe?*, L'Harmattan, à paraître.

(21) L'unilatéralisme est ici entendu comme la doctrine qui vise à privilégier les intérêts d'un Etat par une totale liberté de manœuvre sur la scène internationale, y compris au mépris des organisations multilatérales et du droit international. Dans son étude sur l'unilatéralisme commercial de l'hyperpuissance, J.-M. Siroën estime que «l'unilatéralisme serait donc bien l'expression d'un certain hégémonisme où, cette fois, les actions extérieures auraient moins pour fonction de maximiser le bien-être de la 'communauté internationale' que celui des Etats-Unis. D'un point de vue très pragmatique, qui est celui de l'administration américaine, l'unilatéralisme serait alors, dans certaines situations, un cadre plus propice pour faire avancer les intérêts américains que le multilatéralisme»: Jean-Marc SIROËN, «L'unilatéralisme des Etats-Unis», *Annuaire français de relations internationales*, vol. I, 2000, p. 581.

les de l'Amérique latine et de la mer des Caraïbes et à s'assurer l'accès à ces marchés par l'accélération des accords commerciaux. Un texte législatif voté par le Congrès en 2002 stipule que «*l'expansion du commerce international est indispensable au maintien de la sécurité nationale des Etats-Unis [...]. Les accords commerciaux servent aujourd'hui les mêmes buts que les pactes de sécurité durant la Guerre froide*» (22).

Le projet d'intégration continentale de l'Alaska à la Terre de Feu (ALCA ou ZLEA), lancé au début des années 1990 par George Bush avant d'être repris par William Clinton puis par l'actuelle administration Bush, s'inscrit directement dans cette logique intégrationniste à visée sécuritaire. Conçu comme une sorte de prolongement géographique et économique de l'ALENA (23), ce schéma d'intégration stato-économique prévoit, à l'échelle du continent – à l'exception de Cuba –, la libéralisation du commerce et des investissements et vise avant tout l'établissement d'un ordre légal et institutionnel, à caractère supranational, donnant aux multinationales nord-américaines une totale liberté d'action dans leur traditionnelle zone d'influence, qui recèle une part importante des richesses naturelles mondiales (24) et représente un marché de plus d'un demi-milliard de consommateurs (25). En somme, l'option unilatéraliste des Etats-Unis relève d'une stratégie orientée vers la défense de leurs intérêts par l'ouverture, plus ou moins forcée, des marchés étrangers. De l'aveu de Colin Powell, ex-Secrétaire d'Etat de l'administration Bush, «*avec l'ALCA, notre objectif est de garantir aux entreprises américaines le contrôle d'un territoire allant de l'Arctique à l'Antarctique et le libre accès, sans aucun obstacle ou difficulté, à nos produits, nos services, nos technologies et nos capitaux dans tout l'hémisphère*» (26).

LE NÉO-BOLIVARISME VÉNÉZUÉLIEN

Le processus historique qui a conduit à la mise en place, sur le long terme, d'un système de relations inégales, dont le grand voisin du Nord est le principal bénéficiaire, a fait germer précocement, au sein de l'intelligentsia et des masses latino-américaines, une conscience contestataire. Très tôt, l'opposition à ce modèle de domination (27) a fait florès, à l'échelle régio-

(22) Cité par Dorval BRUNELLE, «La zone de libre-échange des Amériques: autopsie d'un échec», *La Chronique des Amériques*, disponible sur le site Internet www.ameriques.uqam.ca, déc. 2004.

(23) Aire de libre-échange nord-américain qui regroupe depuis 1994 le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

(24) L'Amérique latine détient respectivement 11 %, 6 % et 20 % des réserves mondiales de pétrole, de gaz naturel et d'eau.

(25) Le Plan Puebla-Panama, le Plan Colombia et le Plan Andino Amazónico sont autant d'autres mécanismes utilisés par les Etats-Unis pour s'appropriier et contrôler les ressources naturelles stratégiques du Sud.

(26) Marcelo COLUSSI, «L'ALBA: une alternative réelle pour l'Amérique latine», 2005, disponible sur le site Internet www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=2882.

(27) Ana Esther CECENA, «America Latina en la geopolítica del poder», *Alternatives Sud*, vol. X, n° 1, 2003, p. 19.

nale, de sorte que les revendications constituent, dans l'histoire contemporaine du sous-continent, une constante, dont le néo-bolivarisme vénézuélien actuel n'est que l'ultime avatar.

La germination d'une conscience latino-américaine contestataire

Du Mexique à l'Argentine, la région tout entière a été, depuis le début du XIX^e siècle, un formidable foyer de résistances contre la menace de domination états-unienne. L'expression «Amérique latine» est l'un des premiers symptômes de cette tradition historique de lutte d'influence. Inventé en France, en 1856, par un Chilien et un Colombien fréquentant les milieux politiques parisiens, ce concept fondamentalement géopolitique a été repris au début des années 1860 pour servir l'ambition stratégique de Napoléon III : l'invention conceptuelle d'une parenté des nations latines et catholiques a été envisagée par le souverain français comme un moyen de contrer collectivement l'avancée hégémonique de la jeune république nord-américaine. Avant lui, ce sont Miranda, Bolivar, San Martin, Sucre ou O'Higgins qui ont le mieux incarné le rêve d'une Amérique latine unie face au menaçant appétit territorial du voisin anglo-saxon que la conquête de l'Ouest avait à peine rassasié. La combinaison des incantations unionistes de ces penseurs sud-américains avec les réflexions anti-colonialistes d'intellectuels caraïbes comme José Martí, Eric Williams, W. Adolphe Roberts ou du Colombien Germán Arciniegas a favorisé, dès les premières décennies du siècle suivant, la cristallisation d'une conscience protestataire particulièrement perceptible dans la littérature.

Au cours de la Guerre froide, des régimes socialistes comme celui de Jacobo Arbenz au Guatemala et celui de Cheddi Jagan au Guyana britannique ont traduit, sur le terrain, cette opposition à l'oppression, par des nationalisations de banques et d'entreprises, par des expropriations et des réformes agraires (28). Des violences sporadiques ont également été perpétrées à l'encontre de personnalités politiques telles que Nixon, alors vice-Président des Etats-Unis, agressé à Caracas en 1958. Cependant, c'est avec la Révolution cubaine dont l'onde de choc a été durablement ressentie sur l'ensemble du Continent que le sentiment anti-états-unien a atteint son paroxysme : après son triomphe en 1959, le castrisme s'est rapidement inscrit dans cette dynamique anti-hégémonique que l'embargo imposé à l'île par Washington s'est vainement employé à briser. Très vite, le prosélytisme d'Ernesto Che Guevara, de Fidel Castro et de Camilo Cienfuegos a reçu un écho particulièrement favorable dans la région. Leur influence personnelle et idéologique a entraîné, au grand dam du président Eisenhower et de son successeur Kennedy, d'autres pays vers le communisme et a inspiré, comme

(28) Dès 1917, le Mexique avait nationalisé son sous-sol (article 27 de la Constitution), puis, en 1938, son activité pétrolière, lésant directement les intérêts des Etats-Unis.

en Colombie ou au Pérou, de violentes guérillas (FARC, MRTA, *etc.*). En tentant de lutter contre la contagion révolutionnaire, les différentes opérations des troupes militaires nord-américaines en République dominicaine en 1965, puis à la Grenade en 1983, ainsi que les interventions indirectes *via* la CIA en 1961 dans la Baie des Cochons, puis en 1964 au Brésil, en 1973 au Chili et en 1981 au Nicaragua ont largement contribué à exacerber l'hostilité de certains pays latino-américains envers l'activisme du Pentagone.

A l'aube du nouveau millénaire, la contestation ne faiblit pas en Amérique latine. Elle tend même à s'amplifier et à se régionaliser face à l'orientation unilatéraliste grandissante des Etats-Unis. Le refus de ces derniers de parvenir à des compromis concernant les principales pierres d'achoppement des négociations que sont l'agriculture et la propriété intellectuelle a contribué à accentuer la frustration de leurs partenaires méridionaux. Le manque de flexibilité de la Maison-Blanche, souvent perçu par les politiques et les milieux d'affaires du Sud (Brésil, Argentine, *etc.*) comme de l'intransigeance, a profondément entaché sa crédibilité et sa fiabilité. Sous l'effet de mutations sociales récentes, la remise en question de cette «interdépendance hiérarchisée», qui profite prioritairement au géant états-unien dont le poids économique est considérable – environ 80 % du PIB continental – a également tendance à se renforcer aujourd'hui au sein de la société civile latino-américaine. La révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication de même que l'approfondissement de la démocratie ont ouvert à la population de nouveaux espaces d'expression pacifique qui favorisent la médiatisation de l'opposition.

L'élan contestataire est aussi le fait du désenchantement accru de larges pans de populations à l'endroit du bilan des politiques économiques de mouture néo-libérale. En dépit des réels progrès macro-économiques enregistrés aujourd'hui dans la majorité des pays hispano-américains continentaux et insulaires, les réformes structurelles appliquées, avec grande célérité, dès les années 1980, dans le cadre du fameux Consensus de Washington, se sont traduites par une forte aggravation de la fracture sociale et par un maintien de la pauvreté, à telle enseigne que près d'un Latino-américain sur deux vit actuellement avec moins de deux dollars par jour. Le soulèvement du sous-commandant Marcos, le 1^{er} janvier 1994, contre l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les récents blocages de routes des *piqueteros* en Argentine, les rassemblements des populations amérindiennes au Chili et en Amérique centrale contre la marginalisation et la paupérisation, les nombreuses manifestations à l'encontre du projet d'intégration continentale porté par Washington (ZLEA), ainsi que l'actuel «virage politique à gauche» sont autant de témoignages de défiance accrue à l'endroit d'un modèle impulsé depuis Washington, *via* le FMI, la BID ou la Banque mondiale. Les enquêtes récemment menées auprès de l'opinion publique latino-américaine et

caraiïbe confirment l'accablante désapprobation générale de ces politiques économiques hétéronomes, qui ne parviennent pas à résoudre les problèmes de la pauvreté et de l'exclusion, mais tendent au contraire à les augmenter (29). Aussi, selon ces sondages, 64 % des Argentins, 57 % des Brésiliens et 53 % des Mexicains auraient une perception essentiellement négative de l'influence économique états-unienne dans la région (30).

PHOTO 1

Mouvements sociaux de résistances



© Clara Algranati

La doctrine néo-bolivarienne de Hugo Chávez

Après un demi-siècle de Révolution cubaine, qui a fait de l'île un symbole fort de résistances à l'embargo états-unien, c'est au Venezuela que l'opposition à l'hégémonie washingtonienne est aujourd'hui la plus spectaculaire. Le spectre d'un enfermement irréversible dans un dialogue quasi exclusif avec les Etats-Unis alimente de plus en plus le projet politique contre-hégémonique du président Hugo Chávez Frías. Lorsque ce dernier a remporté, par la voie démocratique, les élections présidentielles en 1998, il ne disposait d'«*aucun corpus idéologique ou doctrinal, ni de lignes directrices claires qui auraient pu constituer un projet pour le pays*» (31); sa seule priorité était de mener sa nation vers un renouveau politique qui en finisse avec trois décennies de *puntofijismo* (32) marquées par des pratiques patrimoniales, clientélistes et discriminatoires largement favorables à l'élite rentière.

(29) Le sentiment anti-états-unien relevé par les enquêtes porte moins sur les citoyens nord-américains que sur les politiques menées par l'administration de Washington.

(30) «Spring break : Latin America and the United States», *The Economist*, vol. CCCLXXXII, n° 8 518, 3 mars 2007, p. 55, cité par Vincent DOIRE, «Bilan de la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine sous George W. Bush», *Centre d'études interaméricaines*, Québec, sept. 2007, p. 1.

(31) Edgardo LANDER, «Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique», *Alternatives sud*, vol. XII, n° 2, juin 2005.

(32) Le Pacte de Punto Fijo, conclu en 1958 pour rétablir la stabilité politique dans un pays où se sont succédé de nombreux dictateurs, s'est rendu tristement célèbre pour sa faiblesse démocratique et sa culture de rente pétrolière. L'entrée en crise de ce modèle rentier à la fin des années 1980 a entraîné des émeutes à Caracas (*caracazo*), appelant la démission du gouvernement de Carlos Andrés Pérez.

La première phase du «chavisme» a donc été essentiellement consacrée à la lutte contre les privilèges de l'oligarchie nationale (33), par une politique redistributive et sociale principalement axée sur l'éducation et la santé des populations les plus déshéritées de la société vénézuélienne (34). La remise en question de l'hégémonie des Etats-Unis est plus tardive. C'est seulement à partir du coup d'Etat dont le président Chávez a été victime le 11 avril 2002 que le discours politique nationaliste et anti-états-unien s'est véritablement imposé au sein de son gouvernement (35) : soupçonnée d'avoir orchestré le putsch, l'administration Bush est devenue dès lors pour Caracas l'ennemi extérieur à vaincre par une opposition systématique à son modèle de domination.

L'imprécision et l'éclectisme du projet politique dit «néo-bolivarien» tiennent pour beaucoup à l'abondance des sources idéologiques dans lesquelles puise H. Chávez. Outre les références symboliques aux figures nationales Ezequiel Zamora et Simon Rodriguez (36), le néo-bolivarisme renvoie fondamentalement aux idées de Simon Bolivar (1783-1830), dont la pensée (37) et l'action militaire ont contribué à libérer du joug colonial ibérique plusieurs pays du Nouveau Monde entre 1811 et 1825. Aux principales valeurs originelles de cet «arbre aux trois racines» dont s'abreuve métaphoriquement le projet néo-bolivarien actuel pour donner un sens rassembleur, «*intégrateur et reconstruteur de l'histoire nationale*» (38), s'affirme aujourd'hui un profond sentiment anti-capitaliste et anti-impérialiste, influencé par de nombreuses autres références idéologiques (39). Par-delà les valeurs chrétiennes de la mouvance de la théologie de la libération théorisée par le Péruvien Gustavo Gutierrez, la nouvelle idéologie chaviste prend appui notamment sur les travaux de Marx, de José Marti et, contre toute

(33) La hausse significative des dépenses sociales a entraîné une forte opposition auprès de la classe moyenne et des nantis. Ne bénéficiant pas directement de ces programmes, les opposants, rassemblés sous la bannière de la Coordinadora democrática, ont perçu la mesure comme un détournement populiste de la manne pétrolière et comme une réelle menace pour leurs acquis et leur pouvoir d'achat.

(34) Christian TREMBLAY, «La politique sociale du gouvernement Chávez : populisme ou pressions populaires?», *La Chronique des Amériques*, n° 6, janv. 2004.

(35) Jamais condamné par le gouvernement des Etats-Unis ni par celui de l'Espagne de José Maria Aznar, ce putsch a permis la destitution d'Hugo Chávez pendant plusieurs heures avant d'être libéré, puis rétabli dans sa fonction exécutive.

(36) *Caudillo* fédéraliste de la fin du XIX^e siècle, Ezequiel Zamora a donné son sens stratégique au discours bolivarien. Educateur du *Libertador*, Simon Rodriguez a conféré à son discours le caractère révolutionnaire et populaire. Lire à ce propos Alberto Garrido, *La historia secreta de la revolución bolivariana*, Editorial Venezolana, Caracas, 2000.

(37) Les grandes lignes de la vision de Simon Bolivar concernaient la justice sociale, la liberté, l'égalité des droits, l'éducation publique gratuite et obligatoire, la souveraineté nationale et l'intégration géopolitique des pays latino-américains. Précurseur de la pensée anti-impérialiste hispano-américaine, le Libertador a donné forme et vie, à l'échelle du sous-continent, à l'idéal classique d'amphictionie.

(38) Edgardo LANDER, «Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique», disponible sur le site Internet www.clasco.org, 8 oct. 2004.

(39) Depuis la mort du *Libertador*, plusieurs régimes d'idéologies différentes ont mobilisé au Venezuela l'univers symbolique bolivarien. D'autres régimes, en Amérique latine, se sont également réclamés héritiers de la pensée de Bolivar (comme le Mouvement pour la République bolivarienne de l'Equateur). Le recours fréquent à Bolivar s'explique notamment par la nécessité des promoteurs d'en appeler à une communauté de pensée dans une région où l'hétérogénéité (politique, économique, etc.) l'emporte largement sur l'unité.

attente, du célèbre linguiste états-unien Noam Chomsky, dont l'un des derniers ouvrages, *L'Hégémonie ou la survie : la stratégie impérialiste des États-Unis*, constitue le livre de chevet du *Presidente*. Lors de la 61^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, Hugo Chávez n'a pas tari d'éloges sur ce livre, qui l'aide à saisir et à déjouer les objectifs hégémoniques de son rival.

PHOTOS 2 ET 3

La promotion idéologique d'Hugo Chávez

*Une contre-offensive multiscalaire*

Par-delà son foisonnant symbolisme et syncrétisme idéologique, le néo-bolivarisme vénézuélien peut se lire dans les faits comme une contre-attaque multiscalaire au modèle hégémonique états-unien. Définie dans la nouvelle Constitution du pays comme «*doctrine de sécurité, de défense et de développement*», la riposte stratégique de Chávez se décline en effet tant aux niveaux national et régional qu'international.

D'abord, à l'échelle interne, la lutte de Caracas contre le paradigme néolibéral promu par Washington se déploie à travers l'orientation socialiste de la Révolution bolivarienne. L'édification d'un «*socialisme du XXI^e siècle*» constitue aujourd'hui la priorité d'Hugo Chávez (40). Prenant le contre-pied des valeurs capitalistes, de l'individualisme, des privilèges et de la corruption, le néo-socialisme vénézuélien défend, selon son concepteur, l'éthique, la morale, l'égalité, la liberté et la citoyenneté. Aussi, au modèle de démocratie représentative et libérale, oppose-t-il le concept de démocratie «*protagonique*» et sociale, censé placer le peuple et les mouvements populaires au cœur du système politique, étant entendu que les partis – et non

(40) Selon Nathalie Guay et Raphaël Canet, cette nouvelle référence au socialisme permet «*d'enrichir l'univers idéologique du discours chaviste par l'introduction de nouvelles valeurs plus universalistes*». Elle permet également «*d'entrer en résonance avec des organisations de l'extérieur de l'Amérique latine pour qui le terme de bolivarianisme est certainement un peu obscur*». Autrement dit, elle «*permettrait de projeter au niveau global, dans une perspective stratégique d'unification mondiale des luttes, l'idéologie bolivarienne trop fortement enracinée à l'échelle régionale*». Il s'agit donc d'un «*changement stratégique d'échelle d'un référent idéologique*». Cf. Nathalie GUAY/Raphaël CANET, «*Quand le spectre de Bolivar hante le FSM : dilemme entre le principe d'horizontalité et la révolution bolivarienne*», *La Chronique des Amériques*, n° 14, mars 2006.

plus un parti unique! – doivent être subordonnés au pouvoir populaire. Reprenant l'idée d'union civico-militaire chère à Ezequiel Zamora, le socialisme renouvelé accroît également le rôle de l'armée dans l'exercice de la souveraineté politique (41). Sur le plan économique, la nouvelle idéologie prône le coopérativisme et l'associativisme : sont ainsi favorisées les expériences d'auto-gestion, de cogestion, de propriété collective et d'unités de production communautaires – à ce jour, ce ne sont pas moins de deux cents «entreprises socialistes» qui ont déjà vu le jour dans l'agriculture et l'industrie (42). En outre, pour rétablir le contrôle national du secteur énergétique vénézuélien, de nombreux gisements pétrolifères longtemps exploités par des compagnies étrangères (ExxonMobil, Chevron, ConocoPhillips, British Petroleum, Total, Statoil) ont été récemment placées sous la gestion de *Petróleos de Venezuela* (PDVSA) (43).

À l'échelle sous-régionale et régionale, le néo-bolivarisme encourage la mise en place de mécanismes intégrateurs à visée émancipatoire. À rebours du modèle stato-économique du type CBI (44), ALENA ou ALCA visant l'intégration par le marché et la concurrence, il exhorte à une forme de regroupement interétatique, articulée autour de l'idée d'une solidarité latino-américaine élargie, pour avancer ensemble dans la voie du développement endogène, indépendant et garant «*du bien-être des peuples et de la sécurité collective des habitants*» (45). Véritable anti-thèse de l'ALCA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est l'un de ces «*instruments d'indépendance*» fondé sur le principe de coopération et d'émancipation. Sorte de déclaration d'intentions cosignée pour l'heure par Hugo Chávez, Fidel Castro, Evo Morales et Daniel Ortega et avalisée par le Parlement latino-américain (Parlatino), cette alternative au modèle d'intégration washingtonien est ouverte à l'ensemble des pays de la région aspirant à une rupture avec un modèle d'intégration régionale de facture néo-libérale.

Un train d'initiatives contre-hégémoniques complète ce dispositif. Dans le secteur de l'énergie, PetroAmérica/Petrosur est envisagée comme un bloc pétrolier supposé regrouper à terme les compagnies pétro-gazières publiques de la Bolivie (YPFB), du Venezuela (PDVSA), de l'Argentine (ENARSA), du Brésil (Petrobras), de l'Équateur (Petroecuador), de Cuba (Cupet) et de Trinidad et Tobago (Petrotrin), afin d'exercer un contrôle sur 11,5 % des réserves mondiales de brut. Créée en 2005, Petrocaribe est une autre forme d'alliance, conclue entre le Venezuela et quatorze pays de la Caraïbe en vue d'un approvisionnement stable en hydrocarbure – à tarif préférentiel et

(41) Les officiers qui occupent aujourd'hui des postes de gouverneurs ou dirigent des corps municipaux sont légion.

(42) Manuel Cabieses Donoso, «Où allez-vous, président Chávez?» *Voltaire*, 14 déc. 2005, disponible sur le site Internet www.voltairenet.org/article132461.html.

(43) Seule ExxonMobil a refusé ce type d'association avec la corporation pétro-gazière publique PDVSA.

(44) CBI ou Initiative pour le Bassin de la Caraïbe, lancée en 1983 par le président Reagan.

(45) Article 153 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela.

avec facilités de paiement et crédits pouvant aller jusqu'à 25 ans. Au niveau bancaire et financier, la récente création de la Banque du Sud comme alternative à la Banque mondiale et au FMI entend favoriser la réduction des asymétries et le développement économique et social régional. Considérant qu'il «*est maintenant temps de récupérer les capitaux latino-américains afin de les investir dans les besoins de la région*», le président Hugo Chávez a déjà signé avec ses homologues argentin, brésilien, paraguayen, équatorien et bolivien le document constitutif de cette nouvelle institution bancaire. Michèle Bachelet (Chili) et Alvaro Uribe (Colombie) ont également annoncé leur possible participation à cette architecture financière régionale, qualifiée par son concepteur d'«*instrument pour la libération*» et par Evo Morales de «*moyen d'éliminer la subordination aux organismes financiers régionaux*».

D'autres initiatives émancipatrices sont simultanément lancées, à l'échelle régionale, à l'instigation du Venezuela, contre l'hégémonie culturelle, médiatique, cinématographique, technologique et même militaire nord-américaine. Les politiques de coopération scientifique menées dans le pays depuis 1999 visent à donner corps à la notion de «*science pour la paix et le développement*». La création d'un ministère de la Science et de la Technologie et la promulgation de la loi organique sur la science, la technologie et l'innovation (Locti) en 2001 témoignent de la ferme volonté politique nationale de valoriser les réseaux de coopération scientifique comme moteur pour le développement latino-américain et comme levier de (contre-)pouvoir (46). C'est précisément dans cet esprit qu'est née Telesur : dès son lancement en 2005, cette chaîne de télévision multinationale (Venezuela, Argentine, Brésil, Uruguay) (47) a été envisagée pour contrer l'influence de CNN et de Univisión (48). L'année suivante, un autre organisme public, la *Villa del Cine*, a été créé par Hugo Chávez pour combattre «*la dictature cinématographique de Hollywood*» (49).

La réponse vénézuélienne au nouvel agenda de sécurité post-11 septembre de la Maison-Blanche recouvre aussi le domaine technologique, avec notamment la mise en orbite du premier satellite *Simon Bolívar*, officiellement destiné à promouvoir, de manière endogène, l'intégration communicationnelle latino-américaine. La réaction de Caracas s'étend en outre à la sphère militaire. Au mépris des restrictions imposées par l'administration Bush, le

(46) Mariana LAFUENTE/Carlos GENATIOS, «Savoir, c'est pouvoir. Science et technologie pour un développement national», *Revista Question*, 2005.

(47) Sa devise est «*nuestro norte es el sur*» («*notre cap, c'est le Sud*»).

(48) Blanche PETRICH, «Telesur, une télévision contre-hégémonique en Amérique latine», *Risal*, 6 mars 2005.

(49) Pour faire échec à cette domination culturelle, le Président vénézuélien serait même sur le point d'accorder dix-huit millions de dollars au réalisateur nord-américain Danny Glover pour tourner au Venezuela un film sur Toussaint Louverture, ancien esclave affranchi, leader de la révolution haïtienne qui devait déboucher sur l'indépendance de Saint-Domingue en 1804. Selon le site Internet IMDb.com, Don Cheadle est pressenti dans le rôle de T. Louverture.

pays s'est, d'une part, lancé dans la modernisation de son arsenal (50), *via* l'achat d'un matériel sophistiqué à la Russie, à la Chine, au Brésil et à l'Espagne (51). D'autre part, il s'est engagé dans le financement de plusieurs bases aériennes en Bolivie, pour riposter au récent renforcement de la présence de l'armée nord-américaine le long de la frontière paraguayenne.

Au plan international, le Président vénézuélien mène la même politique volontariste. Partisan d'un monde multipolaire, il s'est ouvertement prononcé pour une réforme de l'ONU et pour une ouverture du Conseil de sécurité à d'autres membres permanents, comme par exemple des représentants des pays non alignés. Il a également appelé de ses vœux un renforcement de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), de sorte qu'elle devienne un véritable acteur géopolitique mondial. Pour faire front commun face à l'hégémonie des Etats-Unis, des alliances stratégiques multisectorielles ont également été nouées ou sont en passe de l'être, avec l'Iran, la Libye et la Syrie (52), tous considérés comme les bêtes noires de Washington. Au niveau bilatéral, Caracas mise de la même façon sur le déploiement de la coopération énergétique et minière avec d'autres pays du Sud, comme la Chine, l'Inde ou l'Algérie (53). Les relations entre le Venezuela et la Russie vont aussi bon train. Hugo Chávez soutient la conception russe du monde multipolaire. Des pourparlers et des consultations intenses ont lieu régulièrement aux niveaux économiques, commerciaux et diplomatiques entre les deux Etats. Alors que le gouvernement chaviste envie les hautes technologies que son partenaire russe détient dans le secteur militaire, Moscou est intéressée par les avancées vénézuéliennes dans la pétrochimie, de même que par l'exploitation de gisements d'hydrocarbures lourds du bassin de l'Orénoque.

(50) Depuis l'aide massive apportée par Washington à Bogota, dans le cadre du Plan Colombie, la capacité conventionnelle de l'armée colombienne s'est considérablement accrue. Elle est, en terme de puissance de feu, environ quatre fois supérieure aux Forces armées vénézuéliennes.

(51) Selon certaines sources, le Venezuela aurait acheté récemment 40 hélicoptères de combat MI35 et 100 000 fusils d'assaut AK-47 à la Russie, 24 avions de chasse Super Toucans au Brésil, plusieurs radars à la Chine et au Brésil pour la protection de son espace aérien, 4 corvettes à l'Espagne et 6 avions de transport C-295 à la filiale ibérique Izar du groupe EADS.

(52) Un accord syro-vénézuélien signé à Damas prévoit la création d'une compagnie mixte pour construire des raffineries de pétrole sur le territoire de la Syrie.

(53) Le Venezuela est devenu l'un des principaux fournisseurs de combustible de la Chine. Les deux pays prévoient la construction de trois raffineries de pétrole sur le territoire chinois et une flotte de pétroliers.

PHOTO 4

Rencontre de Mahmoud Ahmadinedjad et d'Hugo Chávez



* *
*

Contre-attaque, contre-offensive, contre-hégémonie, autant de qualificatifs employés aujourd'hui pour désigner une réponse politique somme toute palingénésique. La riposte chaviste actuelle à l'hégémonie états-unienne ressuscite en effet l'opposition séculaire entre le latino-américanisme cher à Bolivar et le panaméricanisme induit par la pensée de Monroe. Ces deux visions antagoniques, qui sont une constante dans l'histoire des relations interaméricaines sont loin d'être obsolètes aujourd'hui. Comme en témoigne la dialectique régionaliste ALBA-ALCA, l'équation bolivarisme *versus* monroïsme continue de structurer les rapports entre le Sud et le Nord du continent. La nouveauté majeure du débat actuel concerne essentiellement le changement de ton : à l'aube du nouveau millénaire, la controverse doctrinale du début du XIX^e siècle se réédite sur un mode non plus strictement contentif et défensif, mais nettement offensif. Autrement dit, au Venezuela, l'heure est assurément à la radicalisation de la remise en question du *modus operandi* de l'hyperpuissance voisine et à la lutte pour une hégémonie alternative.

En réaction à l'adoption du nouvel agenda sécuritaire post-11 septembre par la Maison-Blanche, Hugo Chávez affiche ouvertement sa volonté de «mettre KO l'empire américain» (54) et appelle toutes les nations à se rallier à sa lutte pour l'avènement d'un monde multipolaire. Saisie dans une perspective herméneutique, sa stratégie multiscalaire, dont le syncrétisme idéologique, les mouvements populaires et la rente pétrolière constituent respectivement les soubassements doctrinaire, social et économique, peut se lire comme une double réplique tactique proche de l'envie – hostile ou émula-

(54) Le 1^{er} décembre dernier, Hugo Chávez a promis de «mettre KO l'empire américain», lors d'une énorme manifestation précédant le référendum du lendemain portant sur une révision de la Constitution.

tive – décrite par les chercheurs en psychologie politique. D’abord, le néobolivarisme est une réplique à l’orientation paternaliste et unilatéraliste de son rival nord-américain, c’est-à-dire une réponse vive, qui marque une hostilité forte à l’endroit de l’hégémon, visant à stopper ce qu’il considère être une menace (55) pour les équilibres géopolitiques de la planète et *a fortiori* pour sa propre nation. Ensuite, la doctrine sécuritaire vénézuélienne est aussi, à plusieurs égards, une réplique de celle du Nord : par une sorte d’admiration de la puissance et sous l’effet d’un désir mimétique, Hugo Chávez tend à imiter le mode opératoire de la Maison-Blanche. Bien que la philosophie qui sous-tend son projet soit diamétralement opposée à celle de son adversaire, les moyens mis en œuvre par Caracas (militarisation et intégration régionale) reproduisent sur le terrain ceux de son détracteur. Aussi peut-on en inférer que, à l’instar des contre-pouvoirs qui ne sont pas à proprement anti-pouvoir, la contre-hégémonie vénézuélienne n’est aucunement anti-hégémonique : elle traduit simplement, au-delà du sens commun, l’opposition à l’hégémon et le désir plus ou moins conscient de le concurrencer, voire de le supplanter.

Reste à découvrir si, à terme, la contre-hégémonie chaviste ne risque pas de devenir – par analogie au domaine publicitaire (notion de contre-publicité) - un projet contre-productif à son objet, c’est-à-dire nuisible à ce qu’il prétend vanter, ici la cohésion régionale, comme semblerait l’augurer le chassé-croisé politique actuel entre, d’un côté, les thuriféraires de l’ALBA et, de l’autre, la Colombie, la République dominicaine, le Mexique, le Guatemala et le Salvador, inflexiblement subordonnés à Washington. En somme, le projet chaviste n’est-il pas de nature à fissurer encore davantage cet espace latino-américain, dont les lignes de fractures surpassent déjà, par leur poids historique et leur ancrage à la fois spatial, social et institutionnel, ses ferments d’unité ?

(55) Hugo Chávez n’hésite pas à défier et à vilipender publiquement son homologue états-unien lors d’interventions médiatisées : Mister Danger, Hitler, le Diable sont autant de surnoms récemment donnés au président Bush par Hugo Chávez.